



Février 2022

## Ressources Conseillées

Document réalisé dans le cadre de la rencontre :

« *Des Quartiers en Transition* » #5 *Mutations de l'économie, transition et résilience*

---

### Sommaire

1. Eléments de cadrage généraux : territoires, transition et résilience économique ...	2
2. Cadre législatif et réglementaire : textes de référence.....	7
- 2.1 Textes nationaux.....	10
- 2.2 Développement durable, transition et résilience économique.....	10
- 2.3 Cadre régional .....	12
3. Aller plus loin .....	13
4. Sites internet de référence.....	15

## 1. Éléments de cadrage généraux : territoires, transition et résilience économique

---

- The shift project, **Résilience des territoires, maintenir le cap de la transition écologique**, 3 tomes, Septembre 2021,

Résumé : Changement climatique, effondrement de la biodiversité, épuisement des ressources : face à la multitude des risques, nos territoires doivent anticiper et s'organiser afin de continuer de répondre aux besoins essentiels des populations.

Il est urgent de nous intéresser à la résilience des territoires, c'est-à-dire à leur capacité à absorber les perturbations en se réorganisant, tout en conservant leurs fonctions essentielles, leur cohésion, leur identité et leur capacité de gouvernance.

Les collectivités locales sont en première ligne face à des bouleversements qui seront de nature différente selon les territoires concernés. Elles disposent aussi dans bien des domaines des clés pour agir.

TOME 1, "Comprendre". Ce premier tome est composé de messages clés et d'illustrations pour mieux comprendre les enjeux des bouleversements écologiques et les implications de la transition écologique pour les territoires

TOME 2, "Agir". Ce tome propose des pistes de passage à l'action autour de 5 thématiques (administration publique, agriculture et alimentation, urbanisme et aménagement, économie et emploi, bien-être et santé)

TOME 3, "Organiser". Ce dernier volet donne des repères méthodologiques pour mettre en place une démarche globale en faveur de la résilience et de la transition écologique sur son territoire.

<https://theshiftproject.org/article/manuel-resilience-elus-et-collectivites/>

- Magali Talandier, Ihédate, **La résilience économique des métropoles, vers un changement de modèle ?**, médiathèque de l'Ihédate, avril 2021, 52 minutes

Résumé : La capacité de résilience économique des territoires est extrêmement variable selon les contextes et les spécialisations. Elle dépend de leur structure économique, mais aussi de la circulation des richesses, qui reste beaucoup moins étudiée. En nous appuyant sur l'exemple de la crise de 2008 et des tendances observées depuis, nous essaierons de tirer quelques conclusions pour mieux comprendre la situation actuelle et les perspectives possibles.

<https://www.ihedate.org/la-resilience-economique-des-metropoles-vers-un-changement-de-modele-3618>

- Pierre Veltz, **L'Économie désirable. Sortir du monde thermo-fossile**, Seuil, Coédition Seuil-La République, janvier 2021, 128 p.

Résumé : La dynamique de la société " hyper-industrielle " est-elle compatible avec l'urgence écologique ? Les gains d'efficacité considérables mis en œuvre par la machine industrielle ne suffiront pas à enrayer le désastre écologique qui menace. Pour être désirables, les nouveaux régimes de sobriété doivent s'inscrire dans une réorientation des priorités productives : santé, éducation, alimentation, loisirs, sécurité, mobilité. L'économie ancienne est progressivement englobée dans une économie humano-centrée qui reste à construire. C'est là que se trouvent non seulement les relais de développement permettant de sortir du monde thermo-fossile, mais aussi les vecteurs d'une nouvelle économie, plus durable, enfin recentrée sur les besoins essentiels des humains.

Pierre Veltz est ingénieur et sociologue. Il a notamment publié, au Seuil, La Grande Transition (2008) et La Société hyper-industrielle (2017), dont ce livre constitue le prolongement.

- Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), **Transition écologique et cohésion des territoires : quatre défis à relever**, octobre 2020, 5 tomes, 196 p.

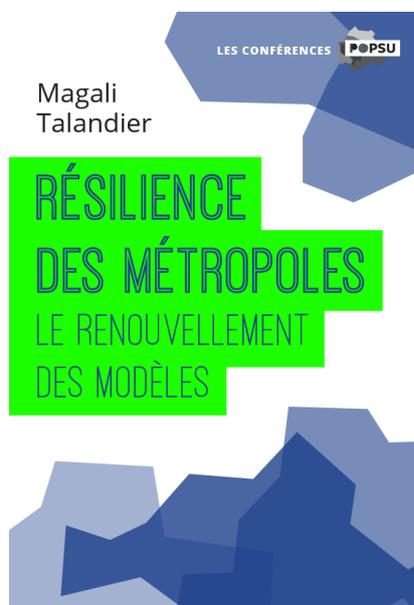
Résumé : Tous les territoires sont concernés par les enjeux écologiques, mais de manière variable selon leur situation géographique, leurs spécialisations économiques et leurs ressources propres. Pour que la transition écologique devienne une réalité pour tous, quatre défis sont à relever : l'intégration du vivant dans les politiques territoriales ; la transformation des modes de production, de consommation et de vie ; la prise en compte des enjeux de justice territoriale et sociale ; la création de nouveaux mécanismes de coopération et de solidarité entre les territoires.

Ces défis réinterrogent en profondeur la vie des territoires et les modalités de l'action publique ainsi que le montre l'ouvrage "La transition écologique comme moteur de la cohésion des territoires".

Cette publication est le fruit du travail conduit en 2019 par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) avec des élus, des chercheurs et des praticiens pour expliciter ces enjeux, dessiner des pistes de solutions et identifier des actions initiées dans les territoires, partout en France.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=33640](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33640)

- Magali Talandier, **Résilience des métropoles. Le renouvellement des modèles**, Collection Les Conférences POPSU, 2019, 44 p.



Résumé : Qu'on le nomme effondrement ou ré-enchantement, il semble assez difficile aujourd'hui de contester l'idée d'un tournant écologique à l'échelle de l'humanité. Les crises environnementales, sociales, politiques, économiques que ces bouleversements provoquent – et provoqueront – créent un climat d'incertitude et de violence qui touche directement et de façon différenciée la population et les territoires dans lesquels nous vivons. Dans ce contexte, a priori anxiogène, plusieurs chemins s'offrent à nous pour relever le défi de l'adaptation et construire collectivement un autre avenir. États, métropoles mondiales, collectivités locales, mais aussi collectifs citoyens, chercheurs, experts défendent l'idée d'une politique de la résilience, ou de la transition socio-écologique, pour y parvenir. On en parle donc beaucoup, même si on agit sans doute encore trop peu tant la tâche est complexe, les motivations et conséquences diverses selon les protagonistes. Je tends ici à replacer ces enjeux contemporains de premier ordre dans une lecture territoriale du phénomène. Comment penser la résilience depuis les territoires ? Plus précisément, comment penser et mettre en œuvre la résilience du « modèle métropolitain » actuel ? Quels sont les possibles contours des nouveaux modes d'organisation spatiale émergents ? On tente à présent de réfléchir aux mutations territoriales en cours, aux possibles trajectoires et aux priorités à mettre à l'agenda de l'action locale.

- Conseil National des Chambres Régionales de l'Économie Sociale et Solidaire, **Recueil d'initiatives, ESS & Transition écologique**, mars 2019, 19 p.

Résumé : Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire a réalisé ce recueil de seize actions. Elle a recensé régionalement les organisations de l'ESS portant des actions relatives à la transition écologique et a interviewé seize d'entre elles afin d'illustrer de façon descriptive leur action de portée régionale ou locale.

<https://www.cresshdf.ovh/wp-content/uploads/2019/05/ESS-transition-ecologique-interactif.pdf>

- CEREMA, **Territoires résilients, six leviers d’actions pour bâtir votre stratégie**, collection l’Essentiel, novembre 2018, 12 p.

Résumé : Urbanisation, globalisation, raréfaction des ressources, changement climatique, extinction de la biodiversité, pollution... : tous les territoires sont appelés à se développer dans un monde devenu complexe et incertain. Les décideurs, notamment élus, sont en première ligne. Cet ouvrage a pour objectif d’aiguiller et d’ouiller les territoires dans le cadre de la mise en œuvre de stratégies de résilience.

<https://www.cerema.fr/system/files/documents/2018/11/Essentiel%20territoires%20resilients.pdf>

- Assemblée des communautés de France (AdCF), **Regards sur les stratégies et actions économiques locales. Montée en puissance et diversification des compétences intercommunales**, mars 2015, 11 p.

Résumé : L’objet de cette publication est de proposer un regard sur les stratégies économiques locales dans lesquelles les intercommunalités sont parties prenantes ou à l’initiative. Passant en revue les différents outils, process et modes de faire des intercommunalités et de leurs partenaires économiques, ce document se veut une contribution à l’usage des décideurs publics locaux.

[www.adcf.org/files/adcf-etude-strategies-actions-economiques-locales-150302-web.pdf](http://www.adcf.org/files/adcf-etude-strategies-actions-economiques-locales-150302-web.pdf)

- Laurent Davezies, **La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale**, Paris, Seuil, coll. « La république des idées », 2012, 111 p., ISBN : 978-2-02-108645-4.

Résumé : Pour comprendre la crise qui frappe la France depuis 2008, on ne peut pas se contenter des agrégats économiques globaux. Il faut, au contraire, mener une analyse fine, à l’échelle des territoires, des bassins d’emploi, des villes. Par le passé, la France a réussi à maintenir une certaine égalité entre régions « riches » et « pauvres », grâce à de coûteux transferts financiers. Mais, avec la crise des finances publiques et sociales, cette époque s’achève. Peut-on soutenir les régions en difficulté sans freiner le développement des grandes métropoles ? Devra-t-on bientôt choisir entre l’égalité territoriale et l’efficacité économique ?

Ce livre propose un triple point de vue sur les difficultés que la France rencontre aujourd’hui : infranational, en ce qu’il révèle le morcellement territorial à l’œuvre ; politique, parce que la déstabilisation de certains territoires provoque la montée des populismes ; prospectif, car le sevrage de la dépense publique et l’énergie chère laissent prévoir un ébranlement des territoires suburbains. Au milieu de ces bouleversements, nous voyons se dessiner une nouvelle carte : la France en crise des années 2010-2020.

## 2. Eléments de cadrage généraux : développement économique, transition et quartiers prioritaires

---

- Acteurs Pour une Economie Solidaire (APES) Hauts-de-France, **[La lettre de l'Apes N° 68] Quartiers fragiles, quartiers fertiles : les quartiers populaires**, octobre 2021, 8 p.

Résumé : Cumulant nombre de difficultés (pauvreté, enfermement, ubérisation des emplois...), les quartiers populaires, autrement appelés « prioritaires », recèlent aussi des ressources et des capacités à innover, facteurs de richesses sociales et économiques. L'économie solidaire y joue son rôle, en se basant sur le pouvoir d'agir des habitants.

<http://www.apes-hdf.org/docs/Fichier/2021/11-211216054338.pdf>

- RésOville, **Quartiers en Transition, Session 3. Solidarité & Résilience**, septembre 2020

Résumé : Si la crise sanitaire a révélé des fractures socio-économiques importantes, elle a également permis de montrer (à nouveau) l'importance du sentiment et des réseaux de solidarités dans les quartiers afin de garantir une résilience.

<https://www.resovilles.com/session-3-solidarite-resilience-le-programme/>

- Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES), **Développer l'ESS dans les quartiers politique de la ville**, RepèrESS, février 2020, 94 pages

Résumé : Ce guide pratique apporte des pistes d'actions issues de l'ESS s'appuyant sur l'analyse d'une vingtaine d'initiatives. Il s'inscrit dans la continuité des travaux menés par le RTES avec l'appui du CGET depuis 2015.

L'objectif de l'étude réalisée depuis 2017 est de poursuivre la réflexion notamment autour des questions relatives à l'émergence des initiatives et la pérennisation de leurs modèles socio-économiques ; les conditions de reproductibilité et d'essaimage, notamment en lien avec les collectivités adhérentes au RTES ; l'impact de ces initiatives en termes d'emplois et l'articulation avec les politiques publiques (effet levier des politiques publiques).

Cette étude vient croiser les évolutions notables, en matière de politique de la ville, après le lancement en 2018 de la feuille de route gouvernementale en faveur des quartiers, l'évaluation des contrats de ville à mi-parcours et leur révision intervenant en 2019, et l'annonce de leur prorogation jusqu'en 2022

[https://www.rtes.fr/system/files/inline-files/Rep%C3%A8rESS\\_Polville\\_VF\\_Web-compress%C3%A9.pdf](https://www.rtes.fr/system/files/inline-files/Rep%C3%A8rESS_Polville_VF_Web-compress%C3%A9.pdf)  
[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=3326](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=3326)

- Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS), **L'emploi et les entreprises de l'économie sociale et solidaire dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, état des lieux en France et dans les régions**, juin 2019, 82 p.

Résumé : Cette étude réalisée par le réseau des Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS) et le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) vise à mieux connaître les caractéristiques de l'emploi et le profil des salarié.e.s travaillant dans les entreprises de l'ess situées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et mettre en lumière des initiatives portées par l'ess dans les quartiers.

[https://www.cresshdf.org/wp-content/uploads/2021/12/OPV\\_p45-ChiffresHDF\\_National2019.pdf](https://www.cresshdf.org/wp-content/uploads/2021/12/OPV_p45-ChiffresHDF_National2019.pdf)

- Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (ADULM), **Démarche "développement économique et emploi pour les quartiers en renouvellement urbain"**. Diagnostic métropolitain consolidé, 2018, 71 p.

Résumé : Alors que le Nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) porte une attention particulière aux enjeux de développement économique et d'amélioration de l'emploi dans les secteurs concernés, ce document propose une lecture de cette problématique sur la métropole lilloise.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32599](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32599)

- Agence de développement et d'urbanisme de Lille métropole (ADULM), **Le chômage dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de la MEL. Evolutions 2015-2016**. Synthèse, 2018, 80 p.

Résumé : Ce document réalisé par l'observatoire des évolutions sociales et urbaines (OESU) de l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole participe à la mission d'observation des quartiers prioritaires que lui a confiée la Métropole Européenne de Lille pour le Contrat de ville 2015-2020. Réalisé grâce à un partenariat avec Pôle emploi, l'Insee et l'observatoire partenarial de l'économie (OPE), son objectif est de donner un accès rapide et annuel aux statistiques sur le chômage dans les quartiers prioritaires. Ce document présente l'analyse des données au 31 décembre 2016, permettant ainsi d'observer les évolutions entre celles-ci et celles du 31 décembre 2015.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32377](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32377)

- Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV), **Emploi et développement économique dans les quartiers prioritaires**, Rapport 2018 - Tome I - Etudes, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2018, 128 p.

Résumé : Dans sa première partie, le rapport 2018 de l'Observatoire national de la politique de la ville présente la situation de l'emploi et du développement économique dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Dix études ont été réalisées qui répondent à plusieurs questions : Quelle est la situation professionnelle des habitants des quartiers prioritaires ? S'améliore-t-elle ? Au-delà des effets liés à leurs parcours scolaires et leurs caractéristiques sociales défavorisées, existe-t-il un effet propre lié à la résidence en quartier prioritaire qui expliquerait des trajectoires professionnelles plus instables ?

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32938](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32938)

- Bouzouaid Ahmed, **L'exigence d'un développement économique local au sein des quartiers populaires, Principales recommandations suite au séminaire commun Amadeus - CGET - CDC**, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2017, 15 p.

Résumé : En s'appuyant sur les contrats de ville et leur approche globale des quartiers prioritaires, la politique de la ville contribue à l'élaboration de stratégies économiques ambitieuses et réalistes. Ce guide recense des recommandations et des méthodologies incontournables pour y parvenir. Dans un mémento qui vient de paraître, le CGET, Amadeus et la Caisse des dépôts partage l'état de leurs réflexions communes sur le développement local des quartiers, à l'issue de travaux conduits avec leurs réseaux des partenaires. Comment combiner les logiques des partenaires élus, entreprises, investisseurs, pouvoirs publics pour formuler un projet cohérent, efficace et pérenne ? Comment faire sortir les habitants des quartiers prioritaires pour aller vers les bassins d'emploi de leurs agglomérations mais y faire entrer des investisseurs ? Quelles sont les priorités pour l'accès et le maintien dans l'emploi ? Les auteurs proposent cinq pistes pour développer les synergies locales cette publication.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=33260](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33260)

### 3. Ressources et contributions IREV

---

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Des mobilités inclusives pour les déplacements du quotidien**, Quartier en Transition #4, février 2022, 28 p.

Résumé : l'entrée en phase opérationnelle du NPNRU interroge sur l'opportunité d'intégrer les enjeux du réemploi afin de réduire l'impact des projets sur l'environnement en valorisant le gisement de matériaux lié à la démolition de près de 100 000 logements à l'échelle nationale.

Outre les effets bénéfiques pour l'environnement et les ressources, de nombreux atouts de l'économie circulaire pour les quartiers sont à relever tels que la création d'emplois non délocalisables, l'augmentation du reste à vivre pour les ménages, le renforcement du lien social. Ces « externalités positives » pour les quartiers sont rappelées au sein des travaux du PIA « Ville Durable et Solidaire » et du club ANRU+ « innover dans les quartiers » ayant abouti à l'adoption d'un document de synthèse « L'économie circulaire dans les quartiers en renouvellement urbain ». Afin de débattre de ce sujet, l'IREV a proposé, dans le cadre du cycle des quartiers en transition, une rencontre qui s'est tenue le 30 juin 2021.

[https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese\\_des\\_quartiers\\_en\\_transition\\_rencontre4\\_0.pdf](https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_des_quartiers_en_transition_rencontre4_0.pdf)

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Des matières premières épuisables : vers l'économie circulaire dans les quartiers prioritaires**, Quartier en Transition #3, septembre 2021, 20 p.

Résumé : l'entrée en phase opérationnelle du NPNRU interroge sur l'opportunité d'intégrer les enjeux du réemploi afin de réduire l'impact des projets sur l'environnement en valorisant le gisement de matériaux lié à la démolition de près de 100 000 logements à l'échelle nationale.

Outre les effets bénéfiques pour l'environnement et les ressources, de nombreux atouts de l'économie circulaire pour les quartiers sont à relever tels que la création d'emplois non délocalisables, l'augmentation du reste à vivre pour les ménages, le renforcement du lien social. Ces « externalités positives » pour les quartiers sont rappelées au sein des travaux du PIA « Ville Durable et Solidaire » et du club ANRU+ « innover dans les quartiers » ayant abouti à l'adoption d'un document de synthèse « L'économie circulaire dans les quartiers en renouvellement urbain ». Afin de débattre de ce sujet, l'IREV a proposé, dans le cadre du cycle des quartiers en transition, une rencontre qui s'est tenue le 30 juin 2021.

[https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese\\_des\\_quartiers\\_en\\_transition\\_rencontre3.pdf](https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_des_quartiers_en_transition_rencontre3.pdf)

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Point sur : L'ÉCONOMIE INFORMELLE, des éléments de diagnostic à la recherche de solutions nouvelles**, septembre 2021, 4 p.

Résumé : Le 16 octobre 2019 s'est déroulé le Pop-Up dev éco à la Plaine Images à Roubaix-Tourcoing. L'événement visait à présenter les travaux, actions ou réflexions en matière de développement économique menés dans les quartiers prioritaires. L'économie informelle a été mise en débat au cours d'un parcours spécifique donnant lieu à des ateliers. Le fruit de ces travaux est disponible dans ce 4 pages.

[https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/4\\_pages\\_irev\\_economie\\_informelle-bag-web.pdf](https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/4_pages_irev_economie_informelle-bag-web.pdf)

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Entre transition agroécologique et évolution des modes de consommation, accompagner les quartiers prioritaires vers l'alimentation durable**, Quartier en Transition #2, juin 2021, 27 p.

Résumé : La nécessité d'une transition alimentaire anime les débats actuels. Cette transition envisage une évolution vers des modes de productions qui permettent à la fois de nourrir les habitants en quantité et en qualité suffisante tout en préservant la planète et en étant économiquement viable. Ce qui interroge sur la garantie d'apporter aux populations issues des quartiers prioritaires un accès équitable à l'alimentation durable. Or, des difficultés sont préexistantes puisque les habitants de ces secteurs cumulent des indicateurs de fragilités alarmants en matière de santé publique. A cela s'ajoute la crise sanitaire actuelle qui met la question de la précarité / l'insécurité alimentaire à l'ordre du jour. Celle-ci souligne plus que jamais la nécessité pour les quartiers prioritaires d'être pleinement intégrés aux filières de circuit court/bio, et aux stratégies alimentaires territoriales globales plutôt que dans une optique d'urgence d'aide alimentaire.

Cela implique de construire de nouveaux modes de gouvernance alimentaire territoriale qui incluent les potentiels des QPV tout en permettant de sensibiliser et de mobiliser les habitants de ces territoires spécifiques.

Il s'agit également de redonner sa place à l'agriculture dans nos territoires, via des dispositifs qui visent à réintroduire l'agriculture urbaine dans les quartiers tels que l'appel à projet Quartiers Fertiles de l'Anru qui repose sur une véritable ambition productive.

[https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese\\_des\\_quartiers\\_en\\_transition\\_-\\_rencontre2\\_0.pdf](https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_des_quartiers_en_transition_-_rencontre2_0.pdf)

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Le renouvellement urbain à l'épreuve des changements climatiques**, Quartier en Transition #1, février 2021, 29 p.

Résumé : Le réchauffement climatique est un phénomène qui touche l'ensemble de la population. Toutefois, les habitants des quartiers prioritaires présentent des indicateurs de vulnérabilité qui induisent une plus grande sensibilité face aux situations de crise et par conséquent à ce phénomène.

Au-delà de la nécessité d'adaptation au réchauffement climatique, au travers notamment des opportunités que constituent les opérations de renouvellement urbain, l'enjeu est de faire des quartiers non pas des territoires en situation de rattrapage mais de véritables démonstrateurs des mutations à engager.

Dans cette perspective, la rencontre du 20 novembre 2020 a permis d'ouvrir le champ des possibles et de rendre intéressante et passionnante cette notion de transition, afin d'en faire un levier pour réduire les inégalités en créant de nouvelles dynamiques et du lien social allant au-delà de la transformation physique initiée par le NPNRU.

[https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese\\_des\\_quartiers\\_en\\_transition\\_rencontre1\\_0.pdf](https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_des_quartiers_en_transition_rencontre1_0.pdf)

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Bibliographie du Pop-Up dev éco**, 2019, 7 p.

Résumé : La documentation sur le développement économique dans les quartiers s'est largement étoffée depuis 2014. Retrouvez quelques ouvrages clés pour mieux comprendre les stratégies et actions permettant de lier les problématiques du développement économique et celles de la Politique de la ville, sur les thématiques proposées lors du premier Pop-Up dev éco de l'IREV.

[https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/bibliographie\\_pop-up\\_vfinale\\_impression.pdf](https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/bibliographie_pop-up_vfinale_impression.pdf)

- LE COAT Gwendoline, **Emploi et formation dans les quartiers prioritaires**, Institut régional de la Ville (IREV), Mai 2019, 34 p.

Résumé : Ce dossier ressources, composé de plusieurs fiches pouvant se lire indépendamment est destiné aux professionnels de la Politique de la ville et ceux de l'emploi et l'insertion professionnelle. Il donne un cadre réglementaire, théorique et recense les dispositifs et leviers existants pour guider l'action en faveur de l'emploi et l'insertion dans les QPV.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=33062](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33062)

- Institut régional de la Ville (IREV), **L'esprit d'entreprendre : Créer une communauté entrepreneuriale à Dunkerque**, Document numérique, 2019

Résumé : Le webdocumentaire " L'esprit d'entreprendre, Créer une communauté entrepreneuriale à Dunkerque" réalisé à partir de l'observation de l'écosystème dunkerquois vise à faire connaître des actions portées par différents acteurs du territoire et ayant comme objectif commun de mettre en place une communauté entrepreneuriale en alliant la proximité et le travail de terrain avec la stratégie de développement économique globale. Cette ressource peut ainsi être mobilisée pour présenter cette démarche exemplaire et pouvoir donner des éléments de réflexion sur d'autres territoires souhaitant mettre en place des actions en faveur de l'entrepreneuriat

<https://spark.adobe.com/page/m8raclt4DakYi/>

- Réseau national des centres de ressources pour la politique de la ville, **Pour un développement économique des quartiers politique de la ville (Bulletin de L'ÉCO des quartiers, n°1)**, 2019, 12 p.

Résumé : Ce premier numéro de l'ECO des quartiers aborde 4 thématiques, chacune est étayée par différents centres de ressources politique de la ville et accompagnée d'une fiche expérience. Une première partie se consacre à l'immobilier comme outil d'animation économique du quartier avec l'exemple la co-fabrik à Lille, espace consacré à l'artisanat d'art. La deuxième partie aborde la question de l'innovation sociale dans et pour les quartiers de la politique de la ville avec l'expérience du pôle ESS 6-10 dans le Loire. La troisième partie évoque les leviers pour accompagner le potentiel économique des entrepreneurs des quartiers prioritaires avec l'exemple du Carburateur dans la métropole d'Aix Marseille Provence, un guichet unique dédié à l'accompagnement des porteurs de projets. Enfin la dernière partie soulève la problématique du commerce de proximité, à l'épreuve des évolutions urbaines et sociétales, avec l'expérience de Ma boutique à l'essai dans la Loire à St Chamond.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=bulletin\\_display&id=9168](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=bulletin_display&id=9168)

- Réseau national des centres de ressources pour la politique de la ville, **Expériences inspirantes de développement économique et d'emploi dans les quartiers : cartographie**, Document numérique, 2019.

Résumé : Les centres de ressources politique de la ville ont créé une carte collaborative où sont consignées des expériences inspirantes pour le développement économique et l'emploi dans et pour les quartiers prioritaires. Ainsi, chacun donne à voir les pépites identifiées sur son territoire. Pour l'heure, plus de 75 initiatives sont répertoriées dans dix thématiques.

[https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/club-dev-eco-crpv-experiences-inspirantes-de-devel\\_171627#5/47.517/-0.879](https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/club-dev-eco-crpv-experiences-inspirantes-de-devel_171627#5/47.517/-0.879)

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Pop-Up dév éco : le quartier activateur : Synthèse**, 2017, 23 p.

Résumé : Cette synthèse vise à donner un aperçu des échanges riches et denses qui se sont tenus lors du Pop-Up dév éco : le quartier activateur, le 21 septembre 2017 à Amiens, au Quai de l'Innovation. Le lecteur y trouvera des zooms sur des témoignages, des points d'information et des renvois vers des ressources ; fiches d'expérience et documents permettant à chacun de continuer à échanger sur le sujet et pouvoir construire sa propre stratégie de développement économique locale appliquée aux quartiers.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32102](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32102)

- **PETIT Morgane, MARTIN Pierre-Edouard, *Vers le développement économique urbain, Institut régional de la Ville (IREV) Repères pour Agir*, 2015, 95 p.**

Résumé : La loi pour la ville et la cohésion urbaine incite à repenser l'approche du développement économique en faveur des quartiers en dépassant les logiques d'insertion et d'emploi majoritairement mobilisées dans les précédentes contractualisations. Comment appréhender ce pilier développement économique et emploi des contrats de ville ? Comment renouveler les approches des acteurs locaux pour que le croisement des politiques de développement local et économique inscrive de manière durable les quartiers et leurs habitants dans de nouvelles trajectoires ? Soutenu par les membres du GIP (Etat, Région Nord Pas-de-Calais, Département du Nord) et la Caisse des dépôts, l'Irev a proposé aux acteurs du développement économique et du développement social urbain (cohésion sociale, renouvellement urbain) d'explorer de nouveaux modes de faire s'appuyant sur une coopération entre les approches et cultures professionnelles. Ce nouveau modèle, dit de « développement économique urbain », questionne en premier lieu le système d'acteurs et invite à, conjointement, aller vers les acteurs privés (les entreprises) et les habitants des quartiers concernés. Favoriser le croisement de ces mondes apparaît un préalable à l'opérationnalité, qu'il s'agisse de susciter l'implantation d'entreprises dans ou à proximité des quartiers, de faciliter l'entrepreneuriat et la création d'activités par les habitants ou encore de mailler compétences des quartiers et besoins de main d'œuvre.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31370](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31370)

## 4. Cadre législatif et réglementaire : textes de référence

---

### 4.1 Textes nationaux

- [Règlement général relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain \(NPNRU\), Conseil d'administration, ANRU, Délibération N° 2015-51, 16 juillet 2015](#)
- [Règlement général et financier relatif au Programme d'investissements d'avenir « Villes et territoires durables », Axe 1 « Viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain », Conseil d'administration, ANRU, AMI, 16 avril 2015](#)
- [Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine](#)

### 4.2 Développement durable, transition et résilience économique

- [Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 - Agissons pour un monde plus durable et solidaire. Les acteurs français s'engagent pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable, Le Gouvernement, février 2020, 36 p.](#)
- [Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat](#)
- [Décret n° 2016-1504 du 8 novembre 2016 portant publication de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015, signé par la France à New York le 22 avril 2016](#)
- [Décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015 relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas-carbone](#)

- [Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte](#)
- [LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire \(1\)](#)
- [Loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes](#)
- [Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement](#)
- [Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement](#)
- « **Notre avenir à tous** » - **Rapport Brundtland**, Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), avril 1987, 318 p.

### 4.3 Cadre régional

- **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), Région Hauts-de-France, adopté lors de la séance plénière du 30 juin 2020**
- **Délibération de principe concernant les modalités de mobilisation de la réserve de performance des crédits régionaux pour le Nouveau Programme de Renouveau Urbain**, Région Hauts-de-France, Délibération n° 2020.02293, 09 décembre 2020
- **Accord de principe de participation à l'engagement partenarial pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais**, Région Hauts-de-France, Délibération n° 20170728, 29 juin 2017
- **Création du FRATRI (Fonds Régional d'Amplification de la Troisième Révolution Industrielle) par avenant aux deux conventions pluriannuelles 2015/2020 signées entre la Région, l'Etat, et l'ADEME**, Région Hauts-de-France, Délibération n° 20170473, 18 mai 2017
- **Soutien de la Région Hauts-de-France au Nouveau Programme National de Renouveau Urbain**, Région Hauts-de-France, Délibération n° 20170046, 2 février 2017
- **Mise en œuvre de la Troisième Révolution Industrielle en région Hauts de France pour 2016/2021**, Région Hauts-de-France, Délibération n° 20161386, 13 octobre 2016

## 5. Aller plus loin

---

- C2RP, CARIF – OREF des Hauts-de-France, **Diagnostic partagé des Hauts-de-France Contribution au Contrat de Plan Régional du Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles 2022-2027. Synthèse édition 2021**, février 2022, 32 p.

Résumé : Le diagnostic emploi-formation des Hauts-de-France rassemble plusieurs centaines d'indicateurs statistiques qui explorent notamment les champs de l'emploi, du marché du travail et de la formation ainsi qu'une dimension spécifique sur le secteur sanitaire et social. Il permet de poser un regard nouveau, croisé et pluridisciplinaire sur la région Hauts-de-France. La synthèse réalisée par le C2RP permet à l'ensemble des acteurs concernés de s'approprier les principales données qui caractérisent actuellement la région notamment sur l'économie, les entreprises, le marché de l'emploi et les formations proposées. Ce diagnostic alimente le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP) dans l'analyse des besoins à moyen terme du territoire régional en matière d'emplois, de compétences et de qualifications d'une part, et d'organiser la programmation des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes, compte tenu de la situation et des objectifs de développement économique du territoire d'autre part.

[https://www.c2rp.fr/actualites/la-synthese-2021-du-diagnostic-partage-des-hauts-de-france?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=c2actus\\_20220207&utm\\_content=html&utm\\_name=c2rp-carif-oref-hauts-de-france-lettre-dinfo](https://www.c2rp.fr/actualites/la-synthese-2021-du-diagnostic-partage-des-hauts-de-france?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=c2actus_20220207&utm_content=html&utm_name=c2rp-carif-oref-hauts-de-france-lettre-dinfo)

- Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES), **Table-ronde sur les PTCE coorganisée avec le Labo de l'ESS au forum national de l'ESS à Niort**, octobre 2021, 1h33

Résumé : animée par Anne-Laure Federici, déléguée générale du RTES, avec les interventions de Patricia Andriot, vice-présidente du RTES, Maud Caruhel, conseillère déléguée à l'ESS de la région Nouvelle-Aquitaine, Yann Joseau, secrétaire général du Conseil Supérieur de l'ESS et Marie Vernier, déléguée générale du Labo de l'ESS.

<https://www.youtube.com/watch?v=IOz8YiWnCGA>

- Réseau National des CRPRV, **Politique de la ville et transitions. Contribution des centres de ressources politique de la ville**, nov. 2021, 67 p.

Résumé : Cette note constitue la réponse à l'appel à contributions lancé par l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) aux centres de ressources politique de la ville (CRPV) pour l'année 2021 tel que prévu dans le cadre de référence des CRPV. Cette note permet d'illustrer la manière dont les CRPV ont abordé dans la période récente (qui reste marquée par la crise sanitaire) le vaste sujet des interrelations entre transitions et quartiers en politique de la ville. Elle s'appuie sur une observation de leurs territoires, la mise en valeur d'actions de terrain répondant à certains de ces enjeux et des opportunités de partenariat (qui restent à consolider / généraliser).

[http://www.reseau-crpv.fr/pmb-publication/?pmb\\_p=82104](http://www.reseau-crpv.fr/pmb-publication/?pmb_p=82104)

- France Culture, **Égalités des territoires : un tour de France des préjugés et des réalités**, Nos géographies par Dominique Rousset, mars 2021, 57 minutes

Résumé : Dans Nos géographies, nous allons au-devant de quelques idées reçues, sur le thème déjà abordé ici, tant il est prégnant dans les espaces et les économies du monde entier, des inégalités. Il s'agit cette fois de revenir sur celles qui opposent en France (ou qui sont censées opposer), les métropoles et les aires urbaines aux territoires qui en sont éloignés. L'égalité, "une passion française", comme le rappelle l'un de nos invités, reprenant une formule célèbre, qui alimente bien des débats politiques et intellectuels et dont la revendication est souvent à l'origine de manifestations populaires et de votes extrémistes. Tour de France des préjugés et des réalités grâce à un « Atlas des Français » qui dessine à l'aide de données chiffrées et de cartes un portrait de notre société. Et à un livre, paru simultanément, au titre sans ambiguïté « L'Etat a toujours soutenu les territoires ». Avec :

- Laurence Duboys Fresney, membre de l'OFCE, de Sciences-Po, auteure de cette nouvelle édition, de « L'Atlas des Français » ;
- Alexandre Nicolas, cartographe à qui l'on doit les 180 graphiques et cartes (Editions Autrement, 2021)
- Laurent Davezies, économiste, professeur au CNAM (Conservateur au Conservatoire national des Arts et Métiers) et auteur de « L'Etat a toujours soutenu les territoires » (Seuil, collection la République des idées, 2021).

<https://www.franceculture.fr/emissions/nos-geographies/les-inegalites-sur-le-territoire-francais>

- France Culture, **Faire France ensemble**, Nos géographies par Dominique Rousset, octobre 2020, 58 minutes

Résumé : Dès les années 40, en France, la réflexion était là. Il fallait remédier au poids devenu disproportionné de Paris, la ville capitale, trouver des solutions pour améliorer l'équipement, l'activité professionnelle, les modes de vie, les transports, repenser la fiscalité et bien d'autres choses encore. Ouvrage emblématique dans cette période, notamment (ou surtout) par son titre, maintes fois repris et débattu, Paris et le désert français de Jean-François Gravier qui paraît en 1947 et qui fait date. L'auteur y développe l'idée d'un nécessaire « aménagement du territoire » national afin de rétablir un plus juste équilibre entre Paris et les provinces. Il semble donc que l'expression aménagement du territoire ait été utilisée à cette occasion pour la première fois. Depuis elle a fait son chemin... Avec :

- Xavier Desjardins, professeur en urbanisme et aménagement de l'espace à Sorbonne Université, chercheur au sein du laboratoire Médiations ;
- Magali Talandier, professeure des universités en études urbaines, Université Grenoble Alpes (UGA) ;
- Hugo Bevort, ancien directeur des stratégies territoriales au Commissariat à l'égalité des territoires (CGET).

<https://www.franceculture.fr/emissions/nos-geographies/faire-france-ensemble>

## 6. Sites internet de référence

---

### Politique de la ville et renouvellement urbain :

<https://www.anct.gouv.fr/>  
<https://www.anru.fr/> et <https://www.anruscope.fr/>  
<http://www.hautsdefrance.fr/>  
<http://www.irev.fr/> et <http://www.reseau-crpv.fr/>  
<http://www.onpv.fr/>  
<https://www.sig.ville.gouv.fr/>

### Ressources Transition, urbanisme et planifications durables :

<https://www.ademe.fr/>  
Catalogue des ressources du Cerdd sur <http://www.cerdd.org/>  
<http://www.observatoire-climat-energie.fr/>  
<https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>  
<http://apes-hdf.org>  
<https://www.cresshdf.org/>  
<https://www.rtes.fr/>  
<https://theshiftproject.org>

L'Irev gère un fonds documentaire riche de plus de 5 000 références (ouvrages, documents territoriaux, diagnostics, rapports de recherche, d'études, articles...) à disposition de tous. L'Irev contribue également à alimenter une base de données mutualisée avec d'autres centres de ressources régionaux, membres du réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI). La base de données du [Réseau RECI](#) donne accès gratuitement à plus de 20 000 notices bibliographiques.

Les ressources proposées sont issues des bases de données du RECI (<http://biblio.reseau-reci.org>, voir ci-dessus) et de COSOTER (ressources sur la cohésion sociale et territoriale) : <http://cosoter-ressources.info/opac/>

**Pour vos recherches documentaires : <http://biblio.reseau-reci.org>  
ou contactez Cindy Guillotte : [c.guillotte@irev.fr](mailto:c.guillotte@irev.fr), 03 20 25 61 57**

**IREV – centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France  
Bât. Arboretum – 7ème étage  
135 Bd Paul Painlevé – 59000 Lille**